

PREMIER MINISTRE

NOUVEAU
AU JOURNAL OFFICIEL

Paris, le 14 MAI 1980

N° 1392/SG

SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT
SERVICE DE DOCUMENTATION
EXEMPLAIRE DU DOSSIER ANALYTIQUE
Classement *Circonscriptions*
Références *423971 - F.I.D.A.R.*
Prière de retourner au classement

Le Premier Ministre

à

Messieurs les Préfets de Région

- Messieurs les Préfets

OBJET : Mise en oeuvre du Fonds Interministériel de Développement et d'Aménagement Rural (F.I.D.A.R.)

Le Gouvernement a décidé la mise en oeuvre d'une politique d'adaptation et d'aménagement des secteurs ruraux fragiles. A cet effet, un Fonds Interministériel de Développement et d'Aménagement Rural (F.I.D.A.R.) a été créé (décret du 3 juillet 1979).

Le Comité Interministériel du F.I.D.A.R. qui s'est réuni sous ma présidence le 6 juillet dernier a fixé les orientations générales et les moyens de cette politique.

La présente instruction a pour objet de préciser les modalités d'application de ces orientations et les conditions de mise en oeuvre de ces moyens au vu des enseignements de la première tranche de programmes approuvée au titre de 1980 par le Comité Interministériel du F.I.D.A.R. du 21 février dernier.

I - LES ORIENTATIONS DU F.I.D.A.R.

I.1 LES CONDITIONS D'INTERVENTION DU F.I.D.A.R.

a) des interventions sélectives

L'aide du F.I.D.A.R. doit :

- soutenir les projets qui contribuent au développement d'activités économiques, à la création d'emplois, à la valorisation sur place des ressources locales. Cette priorité doit conduire à des réductions sensibles de

.../...

la part des crédits spécifiques d'aménagement du territoire affectés jusqu'à présent aux opérations d'équipement ;

- être réservée aux secteurs ruraux les plus fragiles. Afin d'éviter toute dispersion des moyens, les crédits du FIDAR sont utilisés en référence à des analyses préalables permettant de justifier le choix des secteurs géographiques et des opérations prioritaires.

b) des interventions contractuelles

L'aide du FIDAR doit :

- soutenir les initiatives locales et favoriser la prise en charge du développement par les responsables locaux ;
- encourager l'action collective, l'organisation économique et privilégier les opérations dont le coût en investissement et en fonctionnement est réduit par un effort préalable de réflexion des partenaires intéressés ;
- susciter la concertation la plus étendue : les collectivités locales, les établissements publics nationaux, régionaux et locaux, les organismes économiques et professionnels, les associations doivent participer aux côtés de l'Administration à la conception, à l'élaboration et au financement des projets ;
- intervenir dans le cadre de décisions contractuelles fixant, entre les partenaires concernés, les objectifs à atteindre, les indicateurs de résultats à obtenir, les contributions respectives, les dispositions prévues en cas de non-respect des engagements pris ou de non réalisation des objectifs adoptés ;
- développer la pratique des contrats de filière, complémentaire à celle des contrats de pays.

c) des interventions coordonnées

L'aide du FIDAR doit :

- s'inscrire dans des programmes d'ensemble articulant, pour une filière de production ou pour un secteur géographique déterminé, les actions complémentaires nécessaires ;
- rechercher l'effet multiplicateur le plus grand en mobilisant autour du programme d'ensemble tous les concours financiers disponibles. Les crédits du FIDAR ne doivent pas se substituer aux financements de droit commun et vous devrez veiller à ce que la répartition des crédits normaux de l'Etat entre les secteurs fragiles et les autres secteurs ruraux s'effectue sans considération des apports supplémentaires issus du FIDAR.

I.2 - LES DOMAINES D'INTERVENTION DU FIDAR.

a) L'action économique

Outre les critères de création d'emplois, d'organisation économique et de valorisation de ressources locales mentionnés plus haut, les projets sont recevables au FIDAR dans les conditions suivantes :

- les opérations aidées doivent pouvoir acquérir rapidement leur autonomie financière ;
- les organismes bénéficiaires de l'aide doivent avoir, en règle générale, un caractère collectif (groupements de producteurs, associations ...) ;
- le FIDAR ne peut, sauf exception, majorer de manière uniforme des aides directes de l'Etat aux personnes ou aux entreprises ;
- lorsqu'une entreprise bénéficie d'une aide du FIDAR, celle-ci peut être considérée comme une avance remboursable en tout ou partie selon des conditions définies de manière contractuelle lors de la préparation du projet ;

Dans le domaine économique, les objectifs suivants sont privilégiés :

- l'installation de jeunes actifs dans l'agriculture, le commerce ou l'artisanat ;
- le développement des filières agricoles locales ;
- la mise en valeur de la forêt ;
- le développement ou la création d'entreprises industrielles ou artisanales ;
- le développement du tourisme.

Pour chacun de ces secteurs, des notes techniques de conseil et d'orientation vous seront prochainement adressées par le Secrétariat général du FIDAR.

b) L'action sur les services et le cadre de vie.

Les projets sont recevables au FIDAR dans les conditions suivantes :

- les travaux d'infrastructure générale (voirie, adduction d'eau potable, assainissement, collecte et traitement des déchets, électrification) ne peuvent être pris en considération que dans deux cas :

- . lorsqu'une opportunité de création d'activités ou d'emplois ne peut être saisie faute de financements disponibles en temps utile sur des crédits normaux ;
 - . lorsque l'intervention du FIDAR à ce titre s'avère indispensable au développement économique dans ce cas le FIDAR ne peut qu'accompagner d'autres subventions de l'Etat et sa participation doit rester minoritaire.
- les opérations portant sur le logement ou les services doivent être proposées en référence à la création d'activités ou d'emplois ou au maintien et à l'accueil de jeunes actifs (lutte contre l'isolement physique, économique, culturel et social) ;
 - la présentation de ces opérations est subordonnée à une contribution financière des administrations, des collectivités et établissements publics concernés.
 - les projets doivent traduire un effort d'adaptation aux contraintes spécifiques des secteurs fragiles des normes et systèmes de financement de droit commun.

II - LA MISE EN OEUVRE DU FIDAR

II.1 - LES SECTEURS GEOGRAPHIQUES D'INTERVENTION DU FIDAR.

En 1980 sont considérés comme secteurs ruraux fragiles :

- les zones d'application de l'ancien Fonds de Rénovation Rurale;
- les secteurs prioritaires définis dans le cadre du programme décennal de développement du Grand Sud-Ouest ;
- dans chaque région les secteurs bénéficiaires d'un contrat de pays dont la procédure est maintenue et infléchie selon les principes de la politique nouvelle des secteurs fragiles (plus grande sélectivité géographique, priorité aux activités et à l'emploi).

Au delà de 1980 :

- aucun zonage nouveau ne sera établi à l'échelon national;
- le choix des secteurs ruraux prioritaires devra être justifié en référence à des critères précis , en particulier :

la situation et l'évolution qualitative et quantitative de la population ;
le nombre de demandeurs d'emplois par rapport à la population active ;
la situation et l'évolution des revenus bruts d'exploitation agricole par actif ;

- la priorité qui s'attache aux zones de rénovation rurale est maintenue et celles-ci continuent de bénéficier notamment des avantages spécifiques qui leur sont liés (modulation des conditions d'octroi de la Prime de Développement régional par exemple).

II. 2 - LA PROCEDURE D'INTERVENTION DU FIDAR

a) élaboration des programmes

- les préfets sont responsables de l'élaboration des programmes. Dans les départements et les régions couverts en tout ou partie par les zones de rénovation rurale, cette responsabilité est exercée conjointement avec les commissaires qui continuent d'assurer à l'échelon de la grande zone ou du massif la coordination des projets. Les Directeurs départementaux de l'Agriculture doivent vous assister en permanence dans les tâches de choix des secteurs prioritaires et de préparation et de réalisation des programmes;
- Responsables de l'élaboration des programmes, vous devez veiller à ce que l'action quotidienne des administrations tiennent compte des objectifs de la politique des secteurs ruraux les plus fragiles, à travers notamment la programmation des crédits déconcentrés. Vous devez associer par ailleurs à cette élaboration l'ensemble des partenaires concernés notamment les représentants des secteurs productifs
- Je vous demande d'engager dès maintenant, pour les zones déjà reconnues comme prioritaires, les réflexions et concertations nécessaires à la préparation des programmes qui seront examinés en 1981. L'objectif de rigueur et de réorientation en faveur du développement économique qui fonde la nouvelle politique des secteurs fragiles suppose un effort important travail qu'il faut organiser sans délai pour aboutir en 1981 à des dossiers conformes aux nouvelles priorités du FIDAR.

Un effort tout particulier doit être fait sous votre autorité afin que les dossiers comportent de manière plus complète que par le passé :

- une définition stricte des critères de sélection des propositions ;
- une justification rigoureuse des objectifs poursuivis ;
- une analyse approfondie de l'économie des projets ;
- une mise en évidence précise des indicateurs de résultats retenus ;
- une présentation du plan de financement, des engagements pris par les partenaires concernés et du schéma juridique des programmes.

.../...

b) financement des programmes

L'intervention du FIDAR doit se faire avec le maximum de souplesse et de rapidité. Afin que les crédits du FIDAR parviennent aux ordonnateurs secondaires dans les délais les plus brefs, ceux-ci peuvent faire l'objet de délégations directes. L'ordonnateur secondaire de ces crédits est le Directeur départemental de l'Agriculture sauf pour les contrats de Pays pour lesquels l'ordonnateur secondaire reste le Préfet de région et pour les actions relevant de la politique des services publics en milieu rural pour lesquelles l'ordonnateur secondaire reste le préfet.

Le Fonds peut financer des opérations d'investissement comme de fonctionnement. Il peut déroger aux limites de taux de subvention mentionnées à l'article 18 du décret n° 72-196 du 10 mars 1972. Il ouvre droit, dans les mêmes conditions que l'ancien Fonds de Rénovation Rurale, aux prêts bonifiés du Crédit Agricole.

II.3 - LES POLITIQUES SPECIFIQUES ET L'INTERVENTION DU FIDAR.

a) Aménagement des zones périphériques des parcs nationaux et des territoires des parcs naturels régionaux.

Les zones périphériques des parcs nationaux ainsi que les parcs naturels régionaux peuvent bénéficier d'une aide financière du FIDAR dans le respect des conditions définies dans la présente instruction;

b) Politique des contrats de pays

La politique des contrats de pays est poursuivie selon la procédure régionalisée actuellement en vigueur. Son financement est assuré, pour ce qui concerne l'aide spécifique de l'Etat, par le FIDAR, sur des crédits qui sont individualisés chaque année et attribués, globalement, aux établissements publics régionaux comme par le passé.

Le Comité interministériel du FIDAR se substitue au Comité interministériel d'Aménagement du Territoire pour l'approbation des programmes de candidatures à des contrats de pays régionalisés.

Un prochain Comité interministériel du FIDAR arrêtera les mesures nécessaires à l'amélioration des contrats de pays conformément aux objectifs assignés au FIDAR. Ces mesures feront l'objet d'instructions qui vous seront adressées en temps utile.

c) Politique des services publics en milieu rural

La politique des services publics en milieu rural est poursuivie selon la procédure actuellement en vigueur. Son financement est assuré, pour ce qui concerne l'aide spécifique de l'Etat, par le FIDAR sur des crédits qui sont individualisés chaque année.

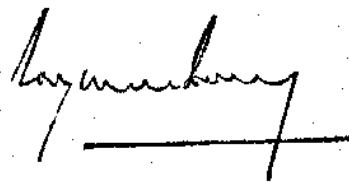
Je vous demande d'attirer tout particulièrement l'attention des responsables locaux sur les deux observations suivantes :

- la mise en oeuvre du FIDAR traduit la volonté d'un double effort de rigueur et de réalisme, non celle d'une centralisation accrue des décisions.

Les programmes sont donc conçus, élaborés, choisis sur place, au niveau du département de la région et du massif.

Le Comité du FIDAR a pour rôle de définir des orientations, veiller à leur application, assurer une meilleure prise en compte par l'ensemble des ministères des impératifs du renouveau rural.

- Aucune rupture ne doit être constatée avec le passé. Aussi le Gouvernement a-t-il tenu à réaffirmer, à l'occasion des deux premiers comités interministériels du FIDAR, le maintien du caractère prioritaire de l'intervention dans les zones de rénovation rurale et notamment en montagne où l'effort sera accru en 1980.



Raymond BARRE